

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Le PDG loue "la volonté du chef de l'État de multiplier les partenariats"

J.K.M
Libreville/Gabon

DANS une communication rendue publique samedi dernier, au siège du Parti démocratique gabonais (PDG), le secrétaire national en charge des Arguments et de la Riposte de cette formation politique, Michel Philippe Nze, a indiqué que si elle se concrétisait, "l'adhésion du Gabon au Commonwealth répondrait parfaitement à la volonté du président de la République, Ali Bongo Ondimba, de multiplier les partenariats aussi bien dans la grande famille francophone dont le Gabon est toujours un éminent membre, que dans les autres grands ensembles communautaires, économiques, culturels et politiques". Apportant, de fait, le soutien total de sa famille politique à cette initiative du chef de l'État, par ailleurs "Distingué camarade président" (DCP) du PDG.

Ce, d'autant plus que, a-t-il avancé, "le partenariat international est un atout important dans le processus de développement de notre pays en ce qu'il permet des échanges tous azimuts et sans exclusive avec différents acteurs économiques internationaux".



Le secrétaire national du PDG en charge des Arguments et de la Riposte, Michel-Philippe Nze, lors de sa communication.

Abordant le séjour londonien du numéro un gabonais, il l'a qualifié de "véritable succès diplomatique". À en juger notamment, selon lui, par la qualité et le prestige des interlocuteurs du chef de l'État. Au nombre desquels figurent le prince Charles, la secrétaire générale du Commonwealth, Patricia Janet Scotland, et le Premier ministre britannique, Boris Johnson.

Revenant sur la récente participation de la Première ministre, Rose Christiane Ossouka Raponda, à l'émission télévisée "Face à vous" sur Gabon 1ère, il s'est

félicité de ce passage. D'autant plus que, a-t-il précisé, "cette participation, qui inaugure la série de passages des membres du gouvernement devant le peuple gabonais, répond à la volonté du DCP d'apporter plus de transparence dans la gestion de l'action gouvernementale visant à éclairer les populations sur les politiques publiques mises en œuvre par le gouvernement".

Évoquant la situation sanitaire actuelle, il a exhorté les populations à aller se faire vacciner. Tout en continuant à respecter les gestes barrières.

CLR: cap sur les élections couplées de 2023!



Une vue du présidium de la séance de travail.

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

L'ANNÉE 2023 sera décisive pour le microcosme politique national car, elle va définir la composition ou recomposition, c'est selon, dudit landerneau. En effet trois scrutins majeurs se tiendront durant la même année (Ndlr: la présidentielle, les législatives et les locales). C'est dire tous les enjeux politiques. Des enjeux dont a bien conscience l'écurie de Jean-Boniface Assélé, le Centre des libéraux réformateurs (CLR). En atteste la récente réunion restreinte qu'il a tenue du côté du "Cabaret des artistes".

Ainsi, Dr Nicole Assélé, déléguée générale, Jean-Claude Ivala-Boussamba, secrétaire général, Alexandre Désiré Tapoyo, secrétaire en charge de la Stratégie électorale et d'autres cadres du CLR triés sur le volet ont planché sur la stratégie de financement à mettre en œuvre au moment opportun. Objectif: trouver des mécanismes de financement, notamment des élections locales. S'agissant de la présidentielle

à venir, ce parti de la "galaxie présidentielle" n'a pas encore affiché sa position. Même si, sauf erreur, le CLR va très certainement soutenir le candidat du Parti démocratique gabonais (PDG). Sur cette question, la deuxième personnalité du CLR s'est juste contentée de rappeler la maxime bien connue: "Qui veut aller loin ménage sa monture". Non sans préciser que ladite réunion restreinte portait uniquement sur "la stratégie de financement à mettre en œuvre à l'occasion des prochaines élections locales de 2023. Une échéance majeure qui retient d'ores et déjà toute l'attention des plus hautes instances du parti, eu égard à ses fortes ambitions y relatives et aux nombreux défis à relever lors de cette bataille à venir".

Des propos taraudant l'esprit des observateurs avisés. De quelles ambitions parle-t-elle? Le CLR a-t-il jeté son dévolu uniquement sur les conseils locaux? Cette écurie ne compte-t-elle pas crever ce plafond de verre? Des interrogations qui trouveront des réponses sans doute à l'approche de 2023.

Miroir du gouvernement Trêve de paroles!

"LES populations sont fatiguées des paroles creuses. Elles veulent du concret". Ces mots lâchés par la Première ministre, Rose Christiane Ossouka Raponda, au cours de son passage à l'émission télévisée "Face à vous", le 17 mai dernier, sonnent comme une piqûre de rappel pour les membres de son équipe. Les invitant tout particulièrement à l'action en s'appropriant véritablement la culture du résultat.

Car, dans une certaine mesure, il faut bien l'avouer, plusieurs d'entre eux excellent dans des effets d'annonce, de véritables exercices de communication qui n'ont que pour seul objectif de pérenniser leur présence au gouvernement. Ce qui déteint sur la qualité du rapport entre gouvernants et gouvernés. Tant ces derniers semblent de moins en moins convaincus de l'efficacité de l'action

gouvernementale. Ce qui a pour corollaire, entre autres, la décredibilisation de la parole publique et l'étiollement de la confiance des populations envers les gouvernants. Ceci dit, à travers ces propos, la cheffe du gouvernement entendait également se démarquer de ses prédécesseurs dont les passages à l'Immeuble du 2-Décembre, toutes proportions gardées, n'ont eu aucun impact réel dans la vie des populations et ne resteront donc pas gravés dans la mémoire collective.

Bref, pour ainsi dire, Rose Christiane Ossouka Raponda attend donc de l'ensemble des membres de son équipe des actes concrets et palpables. Une exigence à la hauteur des défis de l'heure, fort nombreux au regard de la crise économique actuelle accentuée par la pandémie de coronavirus.

Consciente des attentes et de l'impatience des populations, Rose Christiane Ossouka Raponda entend jouer sa partition sur le terrain de l'efficacité, des actes concrets et palpables. Car elle le sait mieux que quiconque, elle sera jugée sur la capacité de son gouvernement à apporter des réponses concrètes aux problèmes des populations. Car en tant que cheffe d'équipe et d'orchestre, tous les regards seront rivés sur elle au moment des comptes. Comme qui dirait, la durée de son bail à la Primature pourrait dépendre, en grande partie, de ses résultats. En tant qu'actrice politique, elle est parfaitement consciente de cette réalité.

J.KOMBILE MOUSSAVOU